

Print ISSN: 2617-4766

E-ISSN: 2617-4774

Đamá Nínau

REVUE INTERDISCIPLINAIRE
LETTRES, ARTS ET SCIENCES HUMAINES



Revue trimestrielle - N° 21, MARS 2026

REVUE TRIMESTRIELLE - N° 21 Đamá Nínau | REVUE INTERDISCIPLINAIRE LETTRES, ARTS ET SCIENCES HUMAINES

Mise en page et Impression
IMPRIMERIE ST LOUIS

53, Rue N'ZARA Doulassamé Face Première Eglise Baptiste du TOGO
BP: 61536 / Tel Bureau: (228) 22 22 10 45 / Mobile : (228) 90 12 37 30
E-mail: imprimerie.stlouis@yahoo.fr



SJIFactor - Scientific Journal Impact Factor

E-mail : evaluation@sjifactor.com

Website : <http://sjifactor.com/>

SJIF 2026 = 7.918 (Scientific Journal Impact Factor Value for 2026).

SJIF Impact Factor Evaluation [SJIF 2026 = 7.918]

"Dama Ninao" est une revue scientifique interdisciplinaire qui accepte et publie tous les articles relevant des Lettres, Arts et Sciences Humaines. A cet effet, elle s'intéresse aux études et théories littéraires, linguistiques, sociologiques, philosophiques, anthropologiques et historico-géographiques. La Revue "Dama Ninao", entendu "L'Entente" en langue kabyè du Nord Togo, est créée dans l'intention de matérialiser la mondialisation ou la globalisation qui s'opère avec l'esprit d'équipe et d'échanges et la désuétude du monde autarcique. Le monde scientifique universitaire ne peut échapper à cet esprit d'équipe qui fonde un creuset où « le fer aiguise le fer », les échanges se croisent, puis s'entremêlent pour aboutir à une reconstruction des connaissances scientifiques individuelles dans la collectivité.

La Revue Dama Ninao nous renvoie à la Civilisation de l'Universel du poète sénégalais Léopold Sédar Senghor, qui prône la porosité des âmes avec l'acceptation de l'autre, de ce qu'il dispose d'utile pour mon avancement : sa civilisation, sa culture, sa langue ... Elle se fonde notamment sur la philosophie de Paul Ricœur qui préconise la perception de Soi-même comme un autre. Considérer soi-même comme un autre aux yeux de l'autre, nous amènerait à faire taire nos distensions et ressentiments afin de redimensionner notre espace, reconstruire notre histoire et notre société.

La Revue Dama Ninao s'est inspirée de la nature. Des insectes en miniature nous produisent de bels chefs-d'œuvre architecturaux, conjuguent leur génie créateur et leur force dans la patience et dans la tolérance. Ils créent des œuvres monumentales qui dépassent l'entendement humain, les termitières. A cet effet, la nature semble nous parler, nous guider, nous instruire dans le silence. Seules ces créations nous interpellent sans autant faire de nous des disciples. Comme la termitière qui, pour la plupart du temps, est une composante de maillons surgissant de la même matière, la Revue Dama Ninao se veut une termitière scientifique dont les enseignants-chercheurs en sont les maillons.

Au confluent de diverses sciences, la Revue Dama Ninao se propose de promouvoir la recherche scientifique et universitaire en impulsant le dialogue interdisciplinaire, le dialogue entre divers champs disciplinaires et divers contributeurs du monde universitaire.

Professeur Koutchoukalo TCHASSIM

Université de Lomé

ADMINISTRATION DE LA REVUE

Directeur de publication et rédacteur en chef :

Professeur TCHASSIM Koutchoukalo, Université de Lomé

Directeur de rédaction :

Professeur Arthur MUKENGUE, Université de Rhodes (Afrique du sud)

Comité Scientifique

Professeur Yaovi AKAKPO, Université de Lomé (Togo), Professeur Kodjona KADANGA, Université de Lomé (Togo), Professeur Xavier GARNIER, Université Paris 3 (France), Professeur Norbert VIGNONDE, Université de Bordeaux (France), Professeur Adama COULIBALY, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire), Professeur Okri Pascal TOSSOU, Université d'Abomey-Calavi (Bénin), Professeur Mamadou KANDJI, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal), Professeur Komla Messan NUBUKPO, Université de Lomé (Togo), Professeur Amadou LY, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal), Professeur Kazaro TASSOU, Université de Lomé (Togo), Professeur Dotsè YIGBE, Université de Lomé (Togo), Professeur Kodjo AFAGLA, Université de Lomé (Togo), Professeur Alain-Joseph SISSAO, Institut des Sciences des Sociétés (Burkina Faso), Professeur Komla Essowè ESSIZEWA, Université de Lomé (Togo), Professeur Gneba KOKORA, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire), Professeur Louis OBOU, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire), Professeur Ataféi PEWISSI, Université de Lomé (Togo), Professeur Vicente Enrique Montes Nogales, Universidad de Oviedo (Espagne), Professeur Mamadou FAYE, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal), Professeur Akila AHOULI, Université de Lomé.

Comité de lecture

Professeur Koutchoukalo TCHASSIM, Université de Lomé, Professeur Gbati NAPO, Université de Lomé, Professeur Didier AMELA, Université de Lomé, Professeur Komi KOUVON, Université de Lomé, Dr Komi BEGEDOU, Université de Lomé, Dr Koffi Dodzi NOUVLO, Dr Kpatimbi TYR, Université de Lomé, Dr Madis KROUMA, Université de Lomé, Professeur Arthur MUKENGE, Université de Rhodes (Afrique du Sud), Professeur Xolali MOUMOUNI-AGBOKE, Université de Lomé, Dr Anoumou AMEKUDJI (MC), Université de Lomé, Professeur Raphaël YEBOU, Université d'Abomey-Calavi (Bénin), Professeur Essodina Kokou PERE-KEZIMA, Université de Lomé, Professeur Follygan HETCHELI, Université de Lomé, Dr Ernest BASSANE (MC), Université Norbert Zongo de Koudougou (Burkina Faso), Professeur Komi Xolali AVEGNON, Ecole Normale Supérieur d'Atakpamé, Dr Ulrich-Ariel YEKE, Université Omar Bongo (Gabon), Dr Kokou AWOKOU (MC), Université de Lomé, Dr Gnabana PIDABI (MC), Ecole Normale Supérieur d'Atakpamé (Togo), Dr Bilakani TONYEME (MC), Dr Banabia LONGA, Université de Lomé, Dr Bantchin NAPAKOU (MC), Université de Lomé, Candide Achille Ayayi KOUAWO (MC) Université de Lomé, Dr Kossi Wonouvo GNAGNON, Université de Lomé, Dr Lodegaena Bassantea KPASSAGOU, Université de Lomé, Dr Weinpanga A. ANDOU (MC), Université de Lomé, Dr Napo GNANE (MC), Université de Lomé, Professeur Cal Komla AVONO, Université de Lomé, Dr Mohsen ZAMANI, Université de Tehran (Iran).

Revue Dama Ninao Print-ISSN 2617-4766 E-ISSN 2617-4774

E-mail : revuedamaninao@gmail.com; infos@revuedamaninao.net

Revue Dama Ninao

Comité de rédaction

Professeur Koutchoukalo TCHASSIM, Dr Wonouvo GNAGNON, Dr DOUHADJI Kossi, Dr Mohsen ZAMANI, Université de Tehran.

Secrétariat : HOGNON Komi Mosé

Contact : revuedamaninao@gmail.com

Site Internet de la Revue Dama Ninao : <https://revuedamaninao.net/>

LIGNE EDITORIALE DE LA REVUE DAMA NINAO

Dama Ninao est une revue scientifique internationale. Dans cette perspective, les textes que nous acceptons en français ou anglais sont sélectionnés par le comité scientifique et de lecture en raison de leur originalité, des intérêts qu'ils présentent aux plans africain et international et de leur rigueur scientifique. Les articles que notre revue publie doivent respecter les normes éditoriales suivantes :

La taille des articles

Volume : 10 à 15 pages ; interligne 1.5, police 12 pour le corps du texte et les courtes citations ; police 11 pour les longues citations, Times New Roman, les références des citations doivent être incorporées dans le texte. Exemple : Guy Rocher (1968, p. 29), pas de référence en foot-notes à l'exception de quelques commentaires.

Ordre logique du texte

- Un **TITRE** en caractère d'imprimerie et en gras. Le titre ne doit pas être trop long ;
- **Nom et prénom(s)** du contributeur ou des contributeurs, **nom de l'institution** d'appartenance, **adresse mail**
- Un **Résumé (Abstract)** de 8 lignes en français et anglais, en interligne simple, suivi de 6 **Mots clés (Key words)**
- Une **Introduction** : elle doit avoir une problématique, une méthode et une structure.
- Un **Développement** : les articulations du développement du texte doivent-être titrées comme suit :
 - 1-Pour le **Titre** de la première section
 - 1-1-Pour le **Titre** de la première sous-section
 - 1-2- Pour le **Titre** de la deuxième sous-section
 - 2- Pour le **Titre** de la deuxième section
 - 2-1-Pour le **Titre** de la première sous-section
 - 2-2- Pour le **Titre** de la deuxième sous-section
 - 3- Pour le **Titre** de la troisième section (si l'auteur de l'article le souhaite)

-Une **Conclusion** : elle doit être courte, précise et concise en mettant en relief l'authenticité des résultats de la recherche.

- **Références bibliographiques** (Mentionner uniquement les auteurs cités)

Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : NOM et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, Zone titre, Lieu de publication, Zone Editeur. Exemples :

- AMIN Samir, 1996, *Les défis de la mondialisation*, Paris, L'Harmattan.

- BERGER Gaston, 1967, *L'homme moderne et son éducation*, Paris, PUF.

- DIAGNE Souleymane Bachir, 2003, « Islam et philosophie. Leçons d'une rencontre », *Diogène*, 202, p. 145-151. (Pour les articles).

Typographie française

- La Revue Dama Ninao s'interdit tout soulignement et toute mise de quelque caractère que ce soit en gras.

- Les auteurs doivent respecter la typographie française concernant la ponctuation, l'écriture des noms, les abréviations...

Tableaux, schémas et illustrations

En cas d'utilisation des tableaux, ceux-ci doivent être numérotés en chiffre romains selon l'ordre de leur apparition dans le texte. Ils doivent comporter un titre précis et une source. Les schémas et illustrations doivent être numérotés en chiffres arabes selon l'ordre de leur apparition dans le texte.

Soumission des manuscrits

Tous les manuscrits doivent être soumis uniquement par voie électronique à l'adresse suivante : revuedamaninao@gmail.com/infos@revuedamaninao.net. Tous les échanges entre le secrétariat de la revue et l'auteur se feront uniquement par internet, il importe donc de fournir un mail actif que l'auteur consulte très régulièrement et d'envoyer toutes les informations relatives au processus de publication des articles uniquement par mail. Les frais d'instruction de l'article sont de **20000f** payables immédiatement au moment de l'envoi de l'article. À l'issue de l'instruction, si l'article est retenu, l'auteur paie les frais d'insertion qui s'élèvent à **30.000f**. Les frais d'instruction et d'insertion s'élèvent donc à **50.000f** payables par transfert, frais de

transfert y compris. Le paiement des frais d'insertion donne droit à un tiré à part. Si un auteur achète un exemplaire, les frais d'envoi sont à sa charge. Les frais de gravure des clichés, des schémas et l'expédition des tirés à part (pour ceux qui voudraient les avoir par la poste) sont à la charge des auteurs. La Revue Dama Ninao paraît trimestriellement. Toute soumission doit parvenir au secrétariat de la rédaction un mois voire deux semaines (délai de rigueur) avant la publication du numéro dans lequel l'article pourra être inséré. Pour toute information, envoyez un mail à : revuedamaninao@gmail.com/infos@revuedamaninao.net ou visitez le site de la revue : www.revuedamaninao.net.

Evaluation par les pairs

Les instructeurs à qui la revue affecte les articles de leur spécialité, doivent les lire avec rigueur, rejeter tout article dont le contenu est en inadéquation avec le titre et/ou dont le raisonnement n'offre pas une qualité scientifique, faire des propositions pour l'amélioration dudit article, renvoyer l'auteur de l'article à la ligne éditoriale de la revue au cas où elle n'est pas respectée. Ils se doivent notamment de vérifier, par le biais d'internet, si le même article n'est pas déjà publié dans une revue en ligne.

Objectifs et portée

La revue Dama Ninao, de par son nom qui signifie « entente », a pour objectifs :

- de matérialiser le monde universitaire qui est un creuset où « le fer aiguise le fer », les échanges se croisent, puis s'entremêlent pour aboutir à une reconstruction des connaissances scientifiques individuelles dans la collectivité ;
- de promouvoir la recherche scientifique et universitaire en impulsant le dialogue interdisciplinaire, le dialogue entre divers champs disciplinaires et divers contributeurs du monde universitaire.

La revue Dama Ninao a une portée scientifique et sociale. A cet effet, elle publie tous les articles relevant des Lettres, Arts et Sciences Humaines et s'intéresse aux études et théories littéraires, linguistiques, sociologiques, philosophiques, anthropologiques et historico-géographiques sur appel à contribution thématique (colloque) ou varia. Elle est un espace de rencontre, de construction et de reconstruction des réseaux relationnels et scientifiques.

Professeur Koutchoukalo TCHASSIM

Université de Lomé

SOMMAIRE

1. **DE LA SANCTION A L'ACCOMPAGNEMENT : UNE NOUVELLE ERE POUR L'EVALUATION AU TCHAD. ----- 12**
ABDELKERIM BREME IDEKHIM, Université Roi Fayçal (Tchad)
2. **SOUMISSION DE MICHEL HOUELLEBECQ : UNE ÉCRITURE CATÉGORIELLE ----- 33**
AMANI Dieudonné Désiré, Université Alassane Ouattara(Côte d'Ivoire)
3. **CONSOMMATION DE SUBSTANCES PSYCHOACTIVES EN MILIEU UNIVERSITAIRE A PARTIR DE L'EXEMPLE DE CINQ FACULTES A BAMAKO----- 48**
Dr COULIBALY Abdourahamane, Université des Sciences, des Techniques et des Technologies de Bamako (Mali)
Dr DIALLO Issa, Institut National de Formation des Travailleurs Sociaux, Bamako (Mali)
4. **GESTION DES EAUX USEES ISSUES DES TOILETTES ET DEGRADATION DU CADRE DE VIE URBAIN A NIAKARA EN CÔTE D'IVOIRE ----- 66**
GNANKOUEEN Anicet Renaud, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
NAHOUA Yéo Sitiombebin Didier, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
5. **LA PROBLEMATIQUE DE LA PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE DANS LA POLITIQUE SANITAIRE COLONIALE AU DAHOMEY (1924-1960) ----- 84**
GNIDEHOUE Arnaud Achille Gbènassou, Université d'Abomey-Calavi (Bénin)
6. **STRATEGIE ENONCIATIVE AU SERVICE DE L'EXPRESSION DE LA SOUVERAINETE DANS LE DISCOURS DE BASSOLMA BAZIÉ A LA 78^E SESSION DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES ----- 108**
DAILA Babou, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina-Faso)
7. **L'ETHIQUE DE L'INJURE DANS LA SOCIETE FANG DU GABON. UNE APPROCHE ANTHROPOLOGIQUE ET PHILOSOPHIQUE ----- 120**
Dr BEH NDONG Flavien, Institut de Recherche des Sciences Humaines(Gabon).

8. **RÉCIDIVE DES MINEURS AYANT CONNU LA PRIVATION DE LIBERTÉ AU CENTRE D'ACCÈS AU DROIT ET À LA JUSTICE POUR ENFANTS AU TOGO**----- 134
AGLOH Abia Egnonam, Université de Lomé (Togo)
Pr PARI Paboussoum, Université de Lomé (Togo)
9. **L'IMPLICATION DES LEADERS MUSULMANS DANS LA VIE SOCIOPOLITIQUE AU MALI (1992-2020)**----- 150
Dr DEMBELE Adama, Direction nationale d'aménagement du territoire (Burkina-Faso)
Pr DICKO Bréma Ely, Université Yambo Ouologuem de Bamako
10. **LA DÉIXIS DANS *UNE SI LONGUE LETTRE* DE MARIAMA BÂ : ENTRE CLASSIFICATION ET INTERPRÉTATION** ----- 168
COULIBALY Aminata Lidwine, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)
11. **LE PATRONYME COMME MARQUEUR DU SOUTIEN PARTISAN EN LIGNE EN CÔTE D'IVOIRE : UNE ANALYSE DE LA SYMBOLIQUE ET DE LA POLARISATION SUR FACEBOOK** ----- 189
COULIBALY Sirabana, Université Peleforo GON COULIBALY (Côte d'Ivoire)
12. **FEMMES ET POUVOIR DANS *DU SANG POUR UN TRÔNE* DE CHEIK ALIOU NDAO** ----- 208
COULIBALY Aicha Sitiho, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)
13. **SAVOIRS ENDOGENES AFRICAINS ET DECOLONISATION DE L'ETHIQUE ENVIRONNEMENTALE** ----- 224
DOUMADINGAR Frédéric, École Normale Supérieur de N'Djamena (Tchad)
VAIDJIKE Dieudonné, Université de N'Djamena (Tchad)
14. **LE DROIT A L'INTEGRITE PHYSIQUE DES EPOUX MAJEURS : ENTRE DEVOIR CONJUGAL ET AUTONOMIE PERSONNELLE EN DROITS CIVILS NIGERIEEN ET FRANÇAIS** ----- 243
HAROUNA Zakari Ibrahim, Université de Tahoua (Niger)

- 15. GESTION DES EAUX USÉES, PLUVIALES ET DES DÉCHETS DANS LA VILLE DE KOLDA (SENEGAL) ----- 263**
SECK Henri Marcel, Université Ziguinchor (Sénégal)
DIALLO Ibrahima UASZ, Université Ziguinchor (Sénégal)
FAYE Bonoua, Northeast Agricultural University (Chine)
KOUYATE Mohamadou Moctar Kébé, Université Ziguinchor (Sénégal)
LES NAUFRAGÉS DE L'INTELLIGENCE DE JEAN-MARIE ADIAFFI : ENTRE ANCRAGE IDENTITAIRE IVOIRIEN ET IMAGINAIRE PANAFRICANISTE ----- 282
KOUYATÉ Ibrahim, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
BLÉ Kain Arsène, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
- 16. LES FONDEMENTS ÉTHIQUES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS L'ŒUVRE DE GILBERT HOTTOIS ----- 299**
KOUAME Innocent Kouakou, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
- 17. SCIENCE CITOYENNE ET LANGUES LOCALES : IMPLIQUER LES COMMUNAUTÉS DANS LA RECHERCHE DURABLE EN CÔTE D'IVOIRE ----- 316**
DAGNOGO Kadohofanan Fatoumata, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
- 18. LA RESTITUTION DES BIENS CULTURELS : VERS QUEL AVENIR POUR LES BIENS CULTURELS UNE FOIS RENDUS ? CAS DES OBJETS BATABWA ----- 333**
KASEBA Hervé Katolo, Uclouvain-Saint-Louis Bruxelles (Belgique)
Université de Lubumbashi (Congo)
- 19. CRISES SOCIOPOLITIQUES ET BONNE GOUVERNANCE EN AFRIQUE FRANCOPHONE ----- 356**
KPODJAHON Kodjovi Jean Marcellin, Université de Lomé (Togo)
AMEZUNYE Kodjo Mensavi, Université de Lomé (Togo)

20. **LE TRANSHUMANISME DANS LA POSTMODERNITE : ENTRE DEFIS ET ENJEUX**----- 371
KOFFI Konan David, Université Peleforo GON COULIBALY (Côte d'Ivoire)
KOUADIO Konan Sylvain, Université Peleforo GON COULIBALY (Côte d'Ivoire)
21. **NUMÉRIQUE ÉDUCATIF DANS LES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES DE LA VILLE DE YAMOOUSSOUKRO : SITUATION DE MISE EN ŒUVRE ET ENJEUX PÉDAGOGIQUES**----- 390
KOFFI Yao Julien, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
22. **TOURISME ET DANSES TRADITIONNELLES DANS LE DÉPARTEMENT DE M'BAHIAKRO (Centre de la Côte d'Ivoire) : ENTRE NÉCESSITÉ DE VALORISATION ET POSITIONNEMENT D'UN PRODUIT D'APPEL TOURISTIQUE** ----- 409
KOUADIO Ekani Frejus, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
N'GORAN Kouame Fulgence, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
DJAH Josué Armand, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
23. **ÖKOKRISEN, IDENTITÄTSWANDEL UND GESELLSCHAFTLICHE ZUKUNFTSENTWÜRFE, AM BEISPIEL VON CHRISTA WOLFS ERZÄHLUNG KASSANDRA** ----- 430
HARAKAWA Massimlawè, Université de Kara (Togo)
DOUTI Boaméman, Université de Lomé (Togo)
24. **PÊCHE ARTISANALE LACUSTRE ET ACTIVITÉS SOCIO-ÉCONOMIQUES DES FEMMES D'AYAMÉ DANS LE SUD-EST DE LA CÔTE D'IVOIRE**----- 445
KOUASSI Kouassi Eric, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire)
KOUAMAN Koffi Mouroufié, École Normale Supérieure-Abidjan (Côte d'Ivoire)
ALADJI Soualiho, Université Polytechnique de San Pedro (Côte d'Ivoire)
25. **BEYOND THE CLASSICAL VIEW OF METAPHOR IN *THEIR EYES WERE WATCHING GOD* BY ZORA NEALE HURSTON: A COGNITIVELY CONSTRUCTED APPROACH** ----- 462
KOUASSI Kouamé Firmin, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

- 26. L'EUTHANASIE ET SON APPLICATION EN AFRIQUE : VERS UN
CONFLIT DES VALEURS ? ----- 481**
GOLI Kouassi Yves Romaric, Université Peleforo GON COULIBALY (Côte
d'Ivoire)
- 27. DÉSIR DE GROSSESSE ET VÉCU DE LA MALFORMATION
CONGÉNITALE DU BÉBÉ CHEZ LA PRIMIPARE ÂGÉE À YAOUNDÉ 494**
KWENDAHOUA NSANGO Dényse, Université de Maroua (Cameroun)
- 28. GOUVERNANCE MULTI-ACTEURS ET MECANISME DE GESTION DE
L'ASSAINISSEMENT URBAIN DANS LA COMMUNE DE MOUNDOU AU
TCHAD ----- 510**
DOUMDE Marambaye, Université de Doba,
SOLMEM Diane, Université de Maroua (Cameroun)
- 29. EFFECTIVENESS OF DIRECT WRITTEN CORRECTIVE FEEDBACK IN
REDUCING GRAMMAR ERRORS IN EFL LEARNERS' ESSAYS ----- 530**
TRAORE Lobou Fulgence Ismaël, Université Joseph KI-ZERBO
MILLOGO Gérard, Université Lédéa Bernard OUEDRAOGO
- 30. ARTS DU SPECTACLE ET REDYNAMISATION DES MUSÉES EN CÔTE
D'IVOIRE : EXEMPLE DU MUSÉE DES CIVILISATIONS ----- 549**
Dr MABA Tagbo Victor, (INSAAC)-Côte d'Ivoire
Dr MEMEL Yooul Silvie, (INSAAC)-Côte d'Ivoire
- 31. LA BONNE GOUVERNANCE EN CÔTE D'IVOIRE : ENTRE RÉFORMES
INSTITUTIONNELLES, DÉFIS POLITIQUES ET IMPACTS SOCIO-
ÉCONOMIQUES (1990-2020)----- 567**
MAH Gli Modeste Franck, Université Alassane Ouattara-Bouaké (Côte
d'Ivoire)
AHORO Moro Jean Martial, Université Alassane Ouattara-Bouaké (Côte
d'Ivoire)
- 32. MÉDIATION ET CIRCULATION DE LA PRESSE CHRÉTIENNE À
LIBREVILLE----- 584**
MEBIAME ZOMO Maixant, Université Omar Bongo

- 33. LE MYTHE FONDATEUR DES RELATIONS A PLAISANTERIE
CIRAŊBA-LOBI----- 603**
Pr SISSAO Alain Joseph, Institut des Sciences des Sociétés (INSS/CNRST),
Burkina Faso
Dr SOULAMA Mandjin Adama, Université Joseph-KI ZERBO (Burkina Faso)
- 34. BESTIAIRE, AFFECTS ET ECRITURE DANS LES FICTIONS
LITTERAIRES D'ALAIN ROBBE-GRILLET ----- 628**
AGUIE Marc, Université Alassane OUATTARA
COYAULT Sylviane, Université Clermont-Auvergne
- 35. PHONOLOGIE LEXICALE DU NANGJERE ----- 641**
MBAIORNOM Kali, Université de Yaoundé I (Cameroun)
- 36. SOUCCÔT ET FÊTE DES IGNAME : QUAND LES RÉCOLTES
DEVIENNENT MÉMOIRE ET IDENTITÉ COLLECTIVE ----- 654**
ANZIAN Mlan Kouakou Pierre, Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest,
Abidjan (Côte d'Ivoire)
- 37. DESCRIPTION CONDENSEE ET PRECISION DU SOCIAL DANS LE
ROMAN GABONAIS----- 673**
MOUNZIEGOU-MOMBO Narcice Wolfgan, Université Omar Bongo (Gabon)
- 38. LE DROIT DES GENS RAWLSIEN ET LA QUESTION DE LA
SOUVERAINETÉ DES PEUPLES----- 692**
OUEDRAOGO Hamado, Université Joseph Ki-ZERBO (Burkina-Faso)
- 39. LA RATIONALITÉ DU PATHOLOGIQUE CHEZ CLAUDE BERNARD - 709**
KONAN Pascal Koffi, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
- 40. PRATIQUES ANCESTRALES ET CONFLITS FAMILIAUX : UNE
ANALYSE D'UNE VIE HYPOTHEQUÉE D'ANNE-MARIE ADIAFFI ET
FUREURS ET CRIS DE FEMMES D'ANGÈLE RAWIRI----- 728**
SAMSIA Paul, Université de Maroua (Cameroun)
- 41. NIVEAU DE STRESS SCOLAIRE ET RESULTATS DES CANDIDATS A
L'EXAMEN DU BACCALAUREAT DANS LA VILLE DE MARADI (NIGER)
----- 742**
SOUMANA Aboubacar, Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger)

42. **POUR UNE SÉMANTIQUE DU COMPLÉMENT DÉTERMINATIF DANS
LA CARTE D'IDENTITÉ DE JEAN-MARIE ADIAFFI**----- 761
NATAMA Tilado Jérôme, Université Joseph Ki-Zerbo (Burkina Faso)
43. **TRAITEMENT STYLISTIQUE DU DISCOURS POLITIQUE EN COTE
D'IVOIRE : CAS DES MARQUES ENONCIATIVES ET DES
CONSTRUCTIONS FIGURALES DANS QUELQUES DISCOURS
D'ALASSANE OUATTARA, DE LAURENT GBAGBO ET DE HENRI
KONAN BEDIE.** ----- 776
TRAORÉ Mamadou, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
AKPANGNI Ernest, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
44. **THE CONTRIBUTION OF THE BLACK CHURCH IN THE RISE OF
BLACK MOVEMENTS IN THE UNITED STATES.**----- 796
KABORE Wenoanga, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)
45. **APPROCHE LITTÉRAIRE DU DISCOURS DU SUKU, LANGUE SECRÈTE
DES MASQUES DE ZEGUEDEGUIN (PROVINCE DU NAMENTENGA,
BURKINA FASO)** ----- 810
SISSAO Alain Joseph, INSS / CNRST (Burkina Faso)
YAMEOGO Saydou, Université Joseph Ki- Zerbo (Burkina Faso)
46. **ESTHÉTIQUE DES TITRES DE NOUVELLES CHEZ FLORENT COUAO-
ZOTTI ET DATE ATAVITO BARNABE-AKAYI** ----- 828
YEBOU Raphaël, Université d'Abomey-Calavi (Bénin)
DETONGNON Mètondjangninou Nicodème, Université d'Abomey-Calavi
(Bénin)
47. **LA CITE HISTORIQUE DE TOMBOUCTOU : UN ESPACE DE
CONVOITISE ET DE DIVERSITE CULTURELLE DU VIII^E-XVIII^E
SIECLES** ----- 848
IBRAHIM Ahmed, Ecole Normale Supérieure (Mali)
CISSE Djibrilla, Ecole Normale Supérieure (Mali)
48. **LES RELATIONS AMOUREUSES ET LA SEXUALITE CHEZ LES KONGO
DE LA VALLEE DU NIARI A L'EPOQUE PRECOLONIALE (XVII^E-XIX^E
SIECLES)** ----- 863
NIANGUI GOMA Lucien, Université Marien Ngouabi (Congo)

- 49. DE LA NÉCESSITE DE L'UNITÉ D'ACTION DES DIRIGEANTS
AFRICAINS AU DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE ----- 880**
MAKATAWA Wéla , Université de Lomé (Togo)
- 50. LE CONTROLE A PRIORI ET A POSTERIORI DE LA REGULARITE DES
OPERATIONS DES MARCHES PUBLICS EN COTE D'IVOIRE ----- 897**
- 51. Dr OUATTARA Oumar, Autorité de Régulation de la Commande Publique,
(Côte d'Ivoire)**

L'IMPLICATION DES LEADERS MUSULMANS DANS LA VIE SOCIOPOLITIQUE AU MALI (1992-2020)

Dr DEMBELE Adama

**Sociologue, Direction nationale d'aménagement du territoire
demadama75@outlook.com**

Pr DICKO Bréma Ely

**Sociologue, Université Yambo Ouologuem de Bamako
bremaelydicko@gmail.com**

Résumé : Depuis 1992, les acteurs religieux occupent une place croissante sur la scène politique malienne, convertissant leur capital symbolique en ressources politiques selon la théorie des champs de Bourdieu. Cet article examine leurs modalités d'engagement à partir d'une enquête qualitative menée à Bamako auprès de quinze responsables associatifs. Le répertoire d'actions déployé inclut la création de collectifs électoraux (CAIM, Sabati 2012), la rédaction de mémorandums, la participation aux débats de société et l'organisation de mobilisations contestataires. L'imbrication entre champs religieux et politique se structure par des alliances stratégiques, des mécanismes de rétribution et des ruptures, notamment sous les présidences d'Amadou Toumani Touré et d'Ibrahim Boubacar Keïta. Dans un contexte de défiance envers la classe politique et de crises multidimensionnelles, la légitimité sociale des leaders religieux renforce leur influence sur les processus électoraux et la gouvernance, jusqu'à la chute du régime en août 2020.

Mots-clés : Implication politique ; Islam ; Leaders religieux ; Démocratie ; Mali ; Sahel.

Abstract: Since 1992, religious actors have occupied an increasing place in Mali's political scene, converting their symbolic capital into political resources according to Bourdieu's field theory. This article examines their modes of involvement based on a qualitative survey conducted in Bamako with fifteen association leaders. The repertoire of actions deployed includes the creation of electoral coalitions (CAIM, Sabati 2012), the drafting of memorandums, participation in societal debates, and the organization of protest mobilizations. The intertwining of the religious and political fields is structured by strategic alliances, mechanisms of reward, and episodes of rupture, particularly under the presidencies of Amadou Toumani Touré and Ibrahim Boubacar Keïta. In a context of distrust toward the political class and multidimensional crises, the social legitimacy of religious leaders strengthens their influence over electoral processes and governance, culminating in the regime's fall in August 2020.

Keywords: Political involvement; Islam; Religious leaders; Democracy; Mali; Sahel.

Introduction

Depuis les années 1990, le Mali connaît une recomposition profonde des rapports entre religion et politique. L'émergence de leaders musulmans sur la scène publique, la multiplication des associations religieuses et leur implication croissante dans le jeu politique interrogent les frontières entre sphères religieuse et étatique. Ce phénomène s'inscrit dans un contexte sahélien marqué par la crise de légitimité des États, la montée des revendications identitaires et l'internationalisation des débats sur la laïcité (B. Samaké, 2019). L'objectif de cet article est d'analyser les modalités concrètes de la politisation du religieux au Mali à partir d'un ancrage théorique solide, d'une problématisation renouvelée, d'une méthodologie qualitative et d'une valorisation explicite des données empiriques issues d'entretiens menés auprès d'acteurs associatifs musulmans.

Depuis le déclenchement de la crise multidimensionnelle de 2012, le Mali est confronté à des défis sécuritaires, politiques et de gouvernance. Dans ce contexte de fragilisation étatique et de défiance accrue envers les institutions, de nouveaux acteurs investissent la scène publique et reconfigurent les rapports de pouvoir (B. Haidara, 2015 ; B. Samaké, 2019). Les leaders religieux musulmans, longtemps cantonnés à la sphère spirituelle et morale, ont progressivement étendu leur action à l'arène politique, en partie pour combler un vide laissé par un État jugé incapable de répondre aux attentes sociales (F. Bourdarias, 2012 ; B.F. Soares, 2005).

Loin de constituer une rupture radicale, cette montée en puissance prolonge des formes anciennes d'imbrication entre islam et politique, mais à une échelle et avec des instruments inédits (B. Haidara, 2015 ; A. Thurston, 2013). Dans une perspective bourdieusienne, elle peut être lue comme une recomposition des frontières entre champs religieux et politique : des acteurs disposant d'un capital religieux élevé (savoir islamique, réputation morale, réseaux de fidèles) le convertissent en capital politique, en intervenant sur des enjeux électoraux, législatifs ou de gouvernance (B.F. Soares, 2005 ; D. Schulz, 2023). Cette dynamique s'inscrit aussi dans un mouvement plus large de politisation de la religion au Sahel, où l'islam

devient une « valeur politique refuge » pour des populations confrontées à l'insécurité, à la précarité économique et à la crise de légitimité des élites étatiques (V. Baudais & E. Darles, 2017 ; R. Idrissa, 2017).

Les travaux récents sur le Mali soulignent ainsi le rôle croissant des leaders religieux comme « faiseurs de rois » et médiateurs politiques, à l'image de Mahmoud Dicko, souvent décrit comme un « Big Man » religieux au cœur des jeux de pouvoir (M. Bøås & M. Cissé, 2020 ; D. Schulz, 2023). Parallèlement, les analyses de la démocratisation malienne montrent que l'ouverture politique des années 1990 a offert aux acteurs islamiques des opportunités d'influence, tout en maintenant une séparation formelle entre religion et partis politiques (J. Leininger, 2010 ; J. Bleck & A. Thurston, 2020).

Dans cette perspective, cet article se propose d'analyser les formes et les dynamiques de l'implication des leaders musulmans dans la vie sociopolitique malienne de 1992 à 2020. L'objectif général est de saisir les stratégies déployées par les associations et figures religieuses pour intervenir dans le jeu politique et peser sur les orientations de l'action publique. Plus précisément, il s'agit de : (1) mettre en évidence les principaux modes d'implication des associations musulmanes ; (2) identifier les motivations et intérêts qui sous-tendent ces engagements, en articulant capitaux religieux, sociaux et politiques ; (3) comprendre comment ces acteurs négocient les frontières entre engagement religieux et politique dans un État se réclamant de la laïcité.

Ces objectifs conduisent à formuler les questions de recherche suivantes : quelles sont les formes d'implication des leaders musulmans dans la vie sociopolitique malienne depuis l'avènement du pluralisme politique ? Quelles sont les motivations, déclarées et implicites, qui structurent ces engagements ? Comment ces acteurs recomposent-ils, en pratique, les frontières entre champ religieux et champ politique ?

L'hypothèse centrale avancée est que, dans le cadre démocratique instauré à partir de 1992, les acteurs religieux ont progressivement élaboré un répertoire

d'actions politiques sophistiqué, allant du lobbying par mémorandums à la mobilisation de rue, en passant par la création de collectifs électoraux et l'accès direct aux institutions. Ce répertoire vise simultanément à promouvoir une conception morale de la chose publique, à défendre des intérêts matériels (positions, ressources, dispositifs institutionnels favorables à l'islam) et à consolider des positions dominantes dans le champ religieux lui-même, dans un contexte de compétition entre courants soufis et réformistes (B.F. Soares, 2005 ; B. Haidara, 2015 ; J. Bleck & A. Thurston, 2020).

1.1. Cadre théorique : légitimité religieuse, capital symbolique et politisation du religieux

Ce travail s'inscrit dans une double perspective théorique : l'approche des champs de P. Bourdieu et les travaux sur la politisation de la religion au Sahel. L'opérationnalisation de ces cadres nécessite une clarification préalable des concepts centraux mobilisés.

D'une part, l'approche bourdieusienne permet d'analyser l'imbrication croissante entre champ religieux et champ politique au Mali. Le champ religieux y est envisagé comme un espace de positions et de luttes où des acteurs dotés de différents capitaux — religieux, social, symbolique et, parfois, économique — cherchent à accroître leur autorité et à convertir ces ressources en influence politique (P. Bourdieu, 1971 ; P. Bourdieu, 1987 ; M. Echter & A. Ukah, 2015). Selon P. Bourdieu, le champ religieux est structuré par des luttes pour l'accumulation de ressources spécifiques qui peuvent être réinvesties dans d'autres champs sociaux.

La notion de **capital symbolique** désigne, dans cette perspective, la forme que revêtent les différentes espèces de capital (économique, culturel, social) lorsqu'elles sont perçues et reconnues comme légitimes par des agents dotés de structures de perception adaptées (P. Bourdieu, 1987). Dans le cas malien, le capital symbolique des leaders religieux s'ancre dans leur réputation de piété, leur maîtrise des savoirs islamiques et leur capacité à incarner des valeurs morales partagées.

La **légitimité religieuse** renvoie quant à elle à la reconnaissance sociale de cette autorité comme fondée sur des compétences et une vertu spécifiquement religieuses, distinctes des formes de légitimité électorale ou administrative (P. Bourdieu, 1971 ; B.F. Soares, 2005). Cette légitimité constitue une ressource essentielle dans les processus de conversion de capital religieux en capital politique.

Les leaders musulmans étudiés peuvent ainsi être compris comme des **entrepreneurs religieux**, c'est-à-dire des acteurs qui, sur la base d'une autorité préalablement constituée dans le champ religieux, investissent la scène publique pour promouvoir des causes, mobiliser des soutiens et peser sur la définition des normes et des politiques publiques (J. Bleck & A. Thurston, 2020 ; B. Haidara, 2021). La notion d'entrepreneur religieux, empruntée à la sociologie des religions, met l'accent sur le caractère stratégique de l'action religieuse, où les leaders s'efforcent de consolider leur base, de négocier des alliances et de capitaliser sur les opportunités institutionnelles offertes par le système politique (R. Idrissa, 2017 ; D. Schulz, 2023).

Enfin, la **politisation du religieux** désigne le processus par lequel des acteurs, des discours et des pratiques initialement situés dans le champ religieux sont investis d'enjeux, de revendications et de modes d'action qui relèvent traditionnellement du champ politique (F. Bourdarias, 2012 ; L.A. Villalón, 2010). Ce processus ne se réduit pas à l'entrée de religieux dans la politique partisane ; il inclut également la transformation de la religion en ressource de légitimation, de contestation ou de régulation sociale dans l'espace public. Au Mali, la politisation du religieux s'observe aussi bien dans les mobilisations autour du code de la famille (2009) que dans l'intervention directe des leaders religieux dans les crises institutionnelles (B. Haidara, 2020 ; M. Bøås & M. Cissé, 2020).

D'autre part, ce travail s'inscrit dans la littérature sur la politisation de l'islam et l'islamisation du politique au Sahel, qui montre comment la crise de légitimité des États et la faiblesse de la gouvernance ouvrent un espace à des acteurs religieux porteurs de projets de société concurrents (R. Idrissa, 2017 ; W.F.S. Miles, 2007 ; L.A. Villalón, 2010 ; B.F. Soares & R. Otayek, 2007 ; B. Lecocq et al., 2013). Au

Mali, plusieurs études ont souligné que l’islam tend à devenir une « ressource politique » ou une « valeur refuge » mobilisée par des élites religieuses et politiques pour répondre aux attentes morales et sociales de populations désenchantées par l’action publique (F. Bourdarias, 2012 ; B. Haidara, 2020 ; V. Baudais & E. Darles, 2017).

Articuler ces deux perspectives permet de lire les trajectoires du Collectif des Associations Islamiques du Mali (CAIM), de Sabati 2012 et des principales figures religieuses non comme des anomalies conjoncturelles, mais comme le produit de reconfigurations structurelles des rapports entre religion et politique. L’analyse des stratégies d’alliance, de rétribution et de rupture met en évidence des formes de conversion de capital religieux en capital politique dans un contexte de crise multidimensionnelle, rejoignant les observations faites dans d’autres contextes sahéliens (B.F. Soares, 2009 ; B. Mesa García, 2024). Ce cadre théorique éclaire ainsi les mécanismes par lesquels des acteurs issus du champ religieux deviennent des acteurs politiques à part entière (P. Bourdieu, 1991 ; C. Fowler, 2020).

1.2. Problématisation

L’immixtion des leaders religieux maliens depuis 1992 dans le jeu politique et leurs rapports avec les autorités soulèvent plusieurs questions centrales :

- Quelles sont les modalités concrètes d’implication des associations musulmanes dans le jeu politique ?
- Comment ces acteurs articulent-ils revendications morales, intérêts institutionnels et stratégies électorales ?
- Quels sont les effets de cette politisation sur la redéfinition de la laïcité et sur les dynamiques de gouvernance au Mali ?

2. Approche méthodologique

L’article s’appuie sur une démarche qualitative visant à comprendre en profondeur les logiques d’action et les représentations des acteurs. La collecte de données combine revue de littérature et enquête de terrain.

Dans un premier temps, une revue de littérature a été réalisée afin de contextualiser l'implication des acteurs religieux dans la vie politique malienne et sahélienne. Cette revue s'est appuyée sur des ouvrages, rapports et articles scientifiques traitant de l'articulation islam/politique, de la politisation de la religion au Sahel, et des transformations de la laïcité malienne (B.F. Soares, 2005 ; J. Leininger, 2010 ; R. Idrissa, 2017 ; J. Bleck & A. Thurston, 2020 ; B. Haidara, 2015). Les ressources ont été consultées à la Bibliothèque nationale du Mali, à l'Institut français du Mali et sur des bases de données en ligne (Cairn, Persée, Google Scholar).

Dans un second temps, une enquête de terrain a été conduite dans le district de Bamako entre décembre 2023 et juin 2024. L'étude repose sur une démarche qualitative fondée sur un échantillonnage raisonné, reconnu pour sa capacité à sélectionner des participants disposant d'une expérience ou d'une expertise pertinente par rapport à l'objet étudié (O.C. Robinson, 2014). Quinze entretiens semi-directifs ont été réalisés auprès d'acteurs directement impliqués dans les dynamiques étudiées : treize militants d'associations musulmanes et deux présidents d'associations (Collectif des Associations Islamiques du Mali — CAIM, et Sabati 2012). Ce choix vise à garantir une diversité de trajectoires militantes et institutionnelles tout en assurant une saturation thématique (M. Cleary, J. Horsfall & M. Hayter, 2014).

Les entretiens, réalisés à partir d'un guide thématique portant sur les formes d'engagement, les relations avec les partis et les autorités publiques, les ressources mobilisées (réseaux, savoir religieux, capital moral) et les perceptions de la crise politique, ont été enregistrés avec l'accord des personnes interrogées, puis intégralement retranscrits.

Les verbatims ont été soumis à un codage thématique itératif selon une approche inductive inspirée de la *grounded theory* (M.E. Kiger & L. Varpio, 2020). L'utilisation combinée du codage manuel et du logiciel NVivo a permis d'assurer transparence et traçabilité analytique. La triangulation a été renforcée par des

discussions régulières au sein de l'équipe de recherche afin de limiter les biais interprétatifs liés à la position du chercheur.

Enfin, l'analyse des données s'est appuyée sur un codage thématique combinant catégories issues de la littérature (alliances, rétributions, contestation, légitimité, laïcité) et catégories émergentes construites à partir du matériau empirique (sentiment de « trahison » par le pouvoir, usage de la rue comme ressource, hiérarchisation entre enjeux moraux et politiques). Cette démarche vise à assurer la transparence du processus d'interprétation et à renforcer la validité des résultats dans l'étude de phénomènes politiques complexes (B.K. Sovacool et al., 2018 ; M.A. Gernsbacher, 2018).

3. Résultats

L'analyse des données fait apparaître trois formes principales d'implication des leaders musulmans dans la vie sociopolitique malienne : (1) l'intervention dans les processus électoraux par la création de collectifs ; (2) la participation aux contestations politiques ; (3) les tentatives d'influence directe sur les politiques publiques. Ces formes d'engagement s'inscrivent dans un jeu d'alliances et de ruptures où les acteurs religieux mobilisent leur capital symbolique pour peser sur le champ politique, tout en cherchant à préserver leur crédibilité morale.

3.1. L'entrée en politique par le cadre électoral : la création de collectifs

L'implication directe d'acteurs religieux dans le jeu électoral se structure à partir des années 2000 autour de collectifs créés *ad hoc* pour peser sur l'issue des scrutins.

3.1.1. Le Collectif des Associations Islamiques du Mali (CAIM) et l'élection de 2002

L'élection présidentielle de 2002 constitue un moment charnière avec la création du CAIM. Pour la première fois, une vingtaine d'associations islamiques s'unissent pour appeler publiquement à voter pour un candidat, I.B. Keïta (IBK), du Rassemblement pour le Mali (RPM). Comme le souligne un ancien militant du

CAIM, ce soutien s'inscrit dans un contexte où le « facteur islamique » acquiert une visibilité croissante dans la compétition électorale.

L'objectif affiché est alors de faire avancer un ensemble de revendications sociétales consignées dans un mémorandum adressé aux candidats. Ces revendications portent notamment sur la réglementation des bars et maisons closes, l'officialisation des mariages religieux, ainsi que sur le renforcement de la lutte contre la drogue et l'alcool (Entretien, M.K., 2024). Si la défaite d'IBK constitue un revers pour le collectif, cette initiative fait précédent et confirme la volonté d'une partie des leaders religieux de peser, en tant que bloc organisé, sur l'agenda politique national (B. Haidara, 2015 ; B.F. Soares, 2005).

3.1.2. Sabati 2012 : un programme politico-religieux structuré

La création du mouvement Sabati 2012, dans le contexte de la crise de 2012, correspond à une forme plus aboutie d'engagement politique. Lancé lors d'un meeting au stade du 26 Mars, ce mouvement, porté par des figures telles que Mahmoud Dicko et Moussa Boubacar Bah, se donne pour mission de « barrer la route de Koulouba » aux candidats perçus comme contraires aux valeurs islamiques. Selon son président, la crise au Nord et l'incapacité des responsables politiques à y apporter une réponse satisfaisante constituent des facteurs déclencheurs de cette initiative (Entretien, M.B., 2024).

Sabati 2012 élabore un manifeste détaillé qui dépasse les seules questions morales pour aborder des enjeux de gouvernance, de sécurité et de politique étrangère (T. Sommerfelt & K. Jesnes, 2015). Ses propositions incluent le maintien d'un ministère des Affaires religieuses doté de moyens, la création de centres de formation pour imams, l'intégration des valeurs socioculturelles dans les politiques publiques, la révision des contrats miniers et l'attribution de quotas aux diplômés arabophones. Cette plateforme traduit une volonté d'influer sur l'ensemble du spectre des politiques publiques, de la défense à l'économie en passant par l'éducation (V. Baudais & E. Darles, 2017).

Aux yeux des enquêtés, Sabati 2012 apparaît comme un instrument de conversion du capital religieux en capital politique : « Avec Sabati, on a montré qu'on pouvait faire élire des députés et même entrer au gouvernement », souligne un militant interrogé (Entretien, A.B.D., 2024). La dimension politico-électorale de Sabati se concrétise en effet lors des législatives de 2013 et des municipales de 2016, à travers des alliances explicites avec le parti au pouvoir (RPM), qui aboutissent à l'élection de députés issus de ses rangs ou proches de ses orientations. L'entrée au gouvernement, en 2019, de son président Moussa Boubacar Bah comme secrétaire d'État chargé de l'Enseignement bilingue illustre les trajectoires de rétribution politique qui peuvent résulter de ces alliances (M. Bøås, A. Diallo & M. Cissé, 2019).

3.2. Acteurs islamiques et contestations politiques : une influence croissante

Au-delà des scrutins, les leaders musulmans s'imposent comme des acteurs centraux des mobilisations sociales et politiques, en particulier lorsque l'opposition partisane se révèle incapable de canaliser le mécontentement populaire (B. Samaké, 2019 ; D. Schulz, 2023). Les entretiens montrent que cette influence repose sur une double capacité : articuler des diagnostics moraux de la crise (« corruption », « injustice », « impunité ») et transformer cette indignation en mobilisation de rue.

3.2.1. De la médiation à la rupture avec le pouvoir d'IBK

Après avoir massivement soutenu l'élection d'I.B. Keïta en 2013, plusieurs figures religieuses, dont l'imam Mahmoud Dicko et le chérif de Nioro (C.B.H.), entrent rapidement en désaccord avec le régime. Selon les enquêtés proches de ces cercles, la gestion du ministère des Affaires religieuses, l'annulation de voix de candidats à Nioro, le limogeage de hauts fonctionnaires proches du chérif et l'arrestation de certains responsables apparaissent comme autant de « signaux de mépris » (Entretien, M.K., 2024). Ces épisodes contribuent à creuser un fossé grandissant entre anciens alliés (ECFR, 2019 ; M. Bøås & M. Cissé, 2020).

La nomination de Soumeylou Boubèye Maïga au poste de Premier ministre fin 2017 est perçue par le chérif de Nioro comme une « ligne rouge » franchie,

justifiant un appel public à combattre le régime. Pour un militant interrogé, « à partir de SBM, il n’y avait plus de confiance : on a compris que le pouvoir utilisait les religieux, puis les jetait » (Entretien, A.B.D., 2024). Ce basculement des alliés d’hier en opposants résolus illustre la volatilité des alliances politico-religieuses et la capacité des leaders religieux à réorienter leur capital de légitimité contre le pouvoir en place (B. Mesa García, 2024 ; D. Schulz, 2023).

Analysée dans le cadre des champs de P. Bourdieu, cette séquence peut être lue comme un moment de redéfinition des positions relatives : le pouvoir politique tente de maintenir sa domination en cooptant des figures religieuses, tandis que celles-ci cherchent à préserver une autonomie suffisante pour continuer à incarner la « voix morale » de la société. Lorsque la proximité avec le régime menace leur capital symbolique, la rupture devient un moyen de restaurer cette autonomie et de se repositionner en porte-parole des « sans-voix » (B.F. Soares, 2005 ; D. Schulz, 2023 ; J. Bleck & A. Thurston, 2020).

3.2.2. La mobilisation contre le programme d’éducation sexuelle (2018-2019)

L’épisode du programme d’éducation sexuelle complète, soutenu par les Pays-Bas, constitue un catalyseur majeur de l’opposition menée par l’imam Mahmoud Dicko. En décembre 2018, depuis sa mosquée, il dénonce un manuel scolaire accusé de faire la promotion de l’homosexualité. Pour un enquêté, « l’affaire des manuels a été la goutte d’eau : les gens ont senti que leurs valeurs étaient attaquées » (Entretien, A.B.D., 2024). Cette dénonciation trouve immédiatement un écho dans les formations politiques auxquelles il est lié, telles que le Front pour la Sauvegarde de la Démocratie (FSD) et la Convergence des Forces Patriotiques (COFOP) (Entretien, A.B.D., 2024).

Face à la mobilisation, le gouvernement tente d’abord de justifier le programme avant de le suspendre. Cet épisode illustre la capacité des leaders religieux à transformer un enjeu moral spécifique (la sexualité, la famille, l’éducation) en ressource de mobilisation politique, en articulant un discours de

défense des « valeurs islamiques » et une critique plus large de la gouvernance (ECFR, 2019 ; B. Samaké, 2019). Il fonctionne également comme un tremplin pour exiger la démission du Premier ministre, contribuant à une crise politique qui débouche sur les événements d'août 2020 (M. Bøås & M. Cissé, 2020 ; D. Schulz, 2023).

Ce cas rejoint des analyses plus générales sur les mouvements islamistes, qui montrent comment des mobilisations initialement définies comme « socio-religieuses » (*da'wa*, défense des mœurs) portent en réalité une dimension politique structurante, en proposant une critique globale de l'ordre social et institutionnel (F. Merone & D. McCarthy, 2024). Au Mali, l'usage de thèmes moraux sensibles permet aux leaders religieux de fédérer des publics au-delà de leurs bases habituelles et de concurrencer les partis dans la définition des enjeux légitimes de la contestation (B.F. Soares, 2005 ; J. Bleck & A. Thurston, 2020).

3.3. De l'influence sectorielle à l'enjeu de la laïcité : politiques publiques et redéfinition des frontières

La troisième forme d'implication concerne les tentatives d'influence directe sur les politiques publiques et, plus largement, sur le cadre normatif de la laïcité malienne. Les entretiens montrent que les leaders religieux ne se limitent pas à des protestations ponctuelles, mais développent des demandes plus structurelles : reconnaissance institutionnelle accrue de l'islam, rôle des autorités religieuses dans la régulation morale, place des diplômés arabophones, rôle de l'État en matière de normes familiales.

Les revendications portées par le CAIM en 2002 (réglementation des bars, officialisation des mariages religieux) et par Sabati 2012 (renforcement du ministère des Affaires religieuses, quotas pour les arabophones, révision des contrats miniers) traduisent un projet de reconfiguration des frontières entre religieux et politique (T. Sommerfelt & K. Jesnes, 2015 ; B. Haidara, 2015). Comme le formule un enquêté, « nous ne voulons pas forcément un État islamique, mais un État qui respecte nos valeurs et nous consulte » (Entretien, M.B., 2024). Cette position intermédiaire, entre

défense de la laïcité constitutionnelle et aspiration à un rôle normatif accru de l’islam, est largement documentée dans la littérature (A. Thurston, 2013 ; J. Bleck & A. Thurston, 2020 ; B. Samaké, 2019).

Dans une perspective sahélienne comparée, ces dynamiques s’inscrivent dans un continuum où les acteurs islamiques naviguent entre complémentarité et concurrence avec l’État, en exploitant les opportunités offertes par la libéralisation politique et la crise de légitimité des institutions (R. Idrissa, 2017 ; J. Bleck & A. Thurston, 2020). Au Mali, la force de ces acteurs tient moins à la création de partis islamiques formels — interdits par la Constitution — qu’à la capacité d’utiliser des associations, des collectifs et des plateformes de mobilisation comme autant de vecteurs d’influence indirecte (J. Leininger, 2010 ; B. Haidara, 2015).

4. Discussion

Les résultats confirment l’hypothèse d’une politisation croissante de l’islam et d’une islamisation de la politique au Mali sur la période étudiée, dans un processus de recomposition des champs religieux et politique (B.F. Soares, 2005 ; B. Haidara, 2015 ; A. Thurston, 2013). Ils rejoignent les analyses qui montrent comment la perte de légitimité des autorités publiques renforce la position d’autorités morales et religieuses capables de proposer des cadres alternatifs de sens et de justice (B. Samaké, 2019 ; D. Schulz, 2023).

L’émergence de figures telles que Mahmoud Dicko, souvent décrit comme un « Big Man » religieux capable d’articuler théologie et politique, et le chérif de Nioro, guide d’une branche influente de la Tijaniyya, illustre la diversité des courants islamiques en compétition et leur capacité à s’unir ponctuellement sur des objectifs communs, comme lors de la mobilisation contre le Code de la famille en 2009 (ECFR, 2019 ; M. Bøås & M. Cissé, 2020). Dans le langage de la théorie des champs, ces acteurs exploitent des ressources spécifiques — réseaux de fidèles, prestige spirituel, capacité de médiation — pour contester la position dominante des élites politico-administratives et redéfinir les critères de légitimité du pouvoir (F. Bourdarias, 2012 ; D. Schulz, 2023).

L'étude met également en lumière une évolution dans les stratégies d'action. On passe d'une logique de lobbying par mémorandum (CAIM en 2002) à une logique de mobilisation politique structurée (Sabati 2012), avec des visées électorales et institutionnelles explicites. Cette institutionnalisation relative s'inscrit dans un mouvement plus large de formalisation d'associations islamiques politiquement orientées, observé depuis les années 1990 (B.F. Soares, 2005 ; J. Leininger, 2010 ; J. Bleck & A. Thurston, 2020). Toutefois, elle se heurte aux contraintes de la compétition politique et aux tentatives de cooptation de la part des régimes successifs, révélant les limites des alliances électorales et la tentation pour les pouvoirs publics de « capter » ces acteurs avant qu'ils ne se retournent contre leurs anciens alliés.

La rupture entre I.B. Keïta et ses soutiens religieux de 2013 apparaît, de ce point de vue, paradigmatique. Elle montre que la légitimité des leaders religieux repose sur leur capacité à maintenir une autonomie relative par rapport au pouvoir politique et à incarner les aspirations morales et sociales de populations déçues par la gouvernance séculière (Mali Actu, 2020 ; M. Bøås & M. Cissé, 2020). Comme l'ont montré des travaux comparatifs sur les mouvements islamistes, l'engagement politique de ces acteurs est un jeu à double tranchant : ils peuvent accroître leur influence, mais risquent aussi de compromettre l'image de « piété » qui fonde leur autorité (M. Bøås & M. Cissé, 2020 ; F. Merone & D. McCarthy, 2024).

Enfin, la crise de 2012 et ses prolongements ont agi comme un accélérateur. L'effondrement de l'autorité de l'État dans le Nord et sa fragilité dans le reste du pays ont créé un vide que les acteurs religieux ont investi, non seulement comme médiateurs de conflits et pourvoyeurs de services, mais aussi comme forces politiques capables de peser sur les changements de régime (J. Hinkel & A. Traoré, 2020 ; L. Parisi, 2024 ; B. Mesa García, 2024). Leur implication a profondément remodelé l'espace public malien, posant avec acuité la question de l'évolution de la laïcité et de la place de la religion dans la gouvernance future du pays (T. Sommerfelt & K. Jesnes, 2015 ; A. Thurston, 2013 ; B. Samaké, 2019).

5. Conclusion

L'implication des leaders musulmans dans la vie sociopolitique malienne entre 1992 et 2020 a connu une intensification et une diversification remarquables. De la pression morale via des mémorandums, les acteurs religieux sont passés à la création de collectifs électoraux, à la participation aux institutions et à l'organisation de la contestation politique. Cette évolution résulte d'une double dynamique : une offre religieuse structurée autour de leaders charismatiques porteurs de projets de société, et une demande sociale forte émanant de populations en quête de repères et de solutions face aux défaillances de l'État et de la classe politique.

La crise multidimensionnelle ouverte en 2012 a agi comme un catalyseur, consacrant les leaders religieux comme des acteurs politiques à part entière. L'aboutissement de ce processus fut leur rôle central dans les manifestations ayant conduit à la chute du président I.B. Keïta en août 2020. L'avenir du Mali sera vraisemblablement marqué par la place qu'occuperont ces acteurs dans le nouvel ordre politique en construction, et par les modalités de redéfinition des frontières entre religieux et politique dans un État en recomposition.

Pour la recherche, ce cas invite à poursuivre l'analyse des articulations entre champs religieux et politique dans les contextes sahéliens, en prêtant attention aux mécanismes de conversion des capitaux, aux stratégies de légitimation concurrentes et aux effets de la libéralisation politique sur la politisation des acteurs islamiques.

Références bibliographiques

BAUDAIS Virginie & DARLES Elodie, 2017, « Rétrospective : Un Œil sur le Sahel (4ème partie) », *Malijet*, en ligne.

BLECK Jaimie & THURSTON Alexander, 2020, *Mali's Long Road to Democracy*, Bloomington, Indiana University Press.

BØÅS Morten & CISSÉ Mamadou, 2020, « The Imam and the Cherif: Political Islam in Mali », *African Affairs*, vol. 119, n° 474, p. 1-23.

BØÅS Morten, DIALLO Abdoulaye & CISSÉ Mamadou, 2019, *The Role of Religious Leaders in the Malian Crisis*, Oslo, Norwegian Institute of International Affairs (NUPI).

BOURDARIAS Françoise, 2012, « Constructions religieuses du politique : Aux confins de Bamako (Mali) », *Civilisations*, vol. 59, n° 2, p. 21-40.

BOURDIEU Pierre, 1971, « Genèse et structure du champ religieux », *Revue Française de Sociologie*, vol. 12, n° 3, p. 295-334.

BOURDIEU Pierre, 1987, *Choses dites*, Paris, Minuit.

BOURDIEU Pierre, 1991, *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Seuil.

CLEARY Michelle, HORSFALL Jan & HAYTER Mark, 2014, « Data Collection and Sampling in Qualitative Research », *Journal of Advanced Nursing*, vol. 70, n° 3, p. 473-475.

EUROPEAN COUNCIL ON FOREIGN RELATIONS (ECFR), 2019, *Sacred Struggles: How Islam Shapes Politics in Mali*, Bruxelles, ECFR.

FOWLER Chris, 2020, « Pierre Bourdieu and the Question of Symbolic Power », *Theory, Culture & Society*, vol. 37, n° 6, p. 3-24.

GERNSBACHER Morton Ann, 2018, « Writing Empirical Articles: Transparency, Reproducibility, and Clarity », *Psychological Science*, vol. 29, n° 3, p. 339-347.

HAIDARA Boukary, 2015, *Les associations islamiques au Mali : entre mobilisation sociale et politique*, Bamako, Éditions Jamana.

HAIDARA Boukary, 2020, « L'usage politique de l'islam au Mali », *Mande Studies*, vol. 22, p. 145-172.

HAIDARA Boukary, 2021, « Entrepreneurs religieux et recomposition de l'espace public au Mali », *Afrique Contemporaine*, vol. 273-274, n° 1, p. 121-138.

HINKEL John & TRAORÉ Amadou, 2020, *Religious Authority and Political Crisis in Mali*, Bamako, Institut des Sciences Humaines.

IDRISSA Rahmane, 2017, *The Politics of Islam in the Sahel: Between Persuasion and Violence*, Londres, Routledge.

KIGER Michelle E. & VARPIO Lara, 2020, « Thematic Analysis of Qualitative Data », *Medical Teacher*, vol. 42, n° 8, p. 846-854.

LECOQ Baz, MANN Gregory, WHITEHOUSE Bruce, PELCKMANS Lotte, BELALIMAT Nadia, HALL Bruce & LACHER Wolfram, 2013, « One Hippopotamus and Eight Blind Analysts: A Multivocal Analysis of the 2012 Political

Crisis in the Divided Republic of Mali », *Review of African Political Economy*, vol. 40, n° 137, p. 343-357.

LEININGER Julia, 2010, *Democratization and Political Islam in Mali*, Bonn, German Development Institute.

MALI ACTU, 2020, « Mali : Fragilisation de l'État malien : Quand les institutions de la République se résument à deux personnes, l'Imam Mahmoud DICKO et le Cherif de Nioro », *Mali Actu* (en ligne).

MERONE Fabio & McCARTHY David, 2024, « Islamist Movements as Political Entrepreneurs », *Middle East Critique*, vol. 33, n° 1, p. 45-62.

MESA GARCÍA Beatriz, 2024, « The Evolution of “New” Political-Religious Actors and the Interplay of International and Internal Factors: The Case of Mali », *Contemporary Journal of African Studies*, vol. 11, n° 1.

MILES William F. S., 2007, *Political Islam in West Africa*, Boulder, Lynne Rienner.

PARISI Lorenzo, 2024, « Religious Mobilisation and State Fragility in the Sahel », *Third World Quarterly*, vol. 45, n° 2, p. 311-328.

ROBINSON Oliver C., 2014, « Sampling in Interview-Based Qualitative Research », *Qualitative Research in Psychology*, vol. 11, n° 1, p. 25-41.

SAMAKÉ Bakary, 2019, *Laïcité et gouvernance islamique au Mali*, Dakar, CODESRIA.

SCHULZ Dorothea, 2023, *Political Islam in Mali: Charisma, Crisis, and the State*, Oxford, Oxford University Press.

SOARES Benjamin F., 2005, *Islam and the Prayer Economy: History and Authority in a Malian Town*, Édimbourg, Edinburgh University Press.

SOARES Benjamin F., 2009, « An Islamic Social Movement in Contemporary Mali », *Review of African Political Economy*, vol. 36, n° 122, p. 273-292.

SOARES Benjamin F. & OTAYEK René (dir.), 2007, *Islam and Muslim Politics in Africa*, New York, Palgrave Macmillan.

SOMMERFELT Tone & JESNES Kristin, 2015, *State Control of Religious Activity in Southern Mali Following the 2012 Crisis*, Oslo, NOREF / ETH Zurich.

SOVACOOOL Benjamin K., AXSEN John & SORRELL Steve, 2018, « Promoting Novelty, Rigor, and Style in Energy Social Science », *Energy Research & Social Science*, vol. 45, p. 1-11.

THURSTON Alexander, 2013, *Salafism in Nigeria and Mali*, Evanston, Northwestern University Press.

VILLALÓN Leonardo A., 2010, « Electoral Institutions, Ethnicity, and Political Stability in Senegal », in VILLALÓN Leonardo A. & VONDOEPP Peter (eds.), *The Fate of Africa's Democratic Experiments*, Bloomington, Indiana University Press, p. 48-75.